

Somalia

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE
EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 637 660
10 173 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 24 169 230 (1997)

Bananes 49%
Poissons 44%

Exportations européennes
vers...

€ 14 391 250 (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,1% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)
secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

La Somalie a été dévastée par une guerre civile depuis 1991, cela a entraîné une assure d'ordre social, politique et économique. En même temps, la partie Nord a déclaré son indépendance, mais n'a jamais obtenu la reconnaissance internationale.

La Commission continue à financer des opérations de réadaptation en Somalie, utilisant les reliquats restant dans le cadre des Programmes Indicatifs Nationaux de Lomé II et de Lomé III de la Somalie. Dans le cadre du premier programme de réadaptation € 38 millions, environ 50 projets sont toujours en cours de réalisation mais le programme global est déjà entièrement engagé. Dans le cadre du deuxième programme de réadaptation pour la Somalie (€ 47 millions) 45 projets s'élevant à € 17 millions ont été adoptés. Les activités dans le cadre des deux programmes sont entreprises principalement par les ONG, dans les régions où les conditions de sécurité le permettent et où les autorités locales jouissent de la confiance de la population. Les projets couvrent des secteurs sociaux (l'enseignement, la santé) ainsi que des secteurs productifs comme le cheptel et l'agriculture, la réadaptation de l'infrastructure physique et la reconstruction institutionnelle.

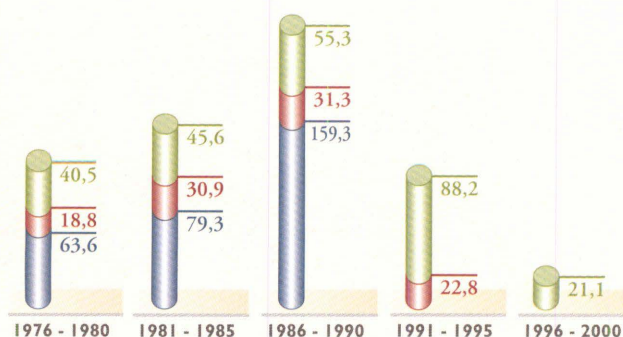
Ces fonds du FED sont complétés par de possibles recours à des lignes budgétaires telles que B7-6410 «réadaptation» (€ 5 millions) ou B7-7020 «droits de l'homme et démocratie» (€ 1,5 millions), ou «démontage» (€ 1 million). En ce qui concerne l'aide alimentaire, la mise en œuvre d'un programme de monétarisation de deux ans (€ 11,5 millions) pour renforcer la sécurité alimentaire au ménage et aux niveaux communautaires est encore en cours et une aide alimentaire € 8,5 millions a été livrée au PAM. L'Office Humanitaire de la Communauté Européenne (ECHO) maintient une présence forte principalement en Somalie Méridionale et Centrale, mais également par la fourniture de transport aérien par Echo-Fight.

La Somalie n'avait pas ratifié Lomé IV avant la chute de Barre Siad et ainsi n'est pas autorisée à recevoir l'aide dans le cadre de cette convention. Une clause spéciale a été introduite dans le texte de la Convention Lomé IV bis pour prévoir l'adhésion rapide de la Somalie aux bénéficiaires de cette convention une fois qu'un gouvernement internationalement reconnu sera constitué. La Commission a suffisamment de ressources financières pour financer des activités en Somalie jusqu'à l'an 2000. Après cette date, aucune autre ressource du FED ne sera plus disponible pour la Somalie et des solutions possibles sont à l'étude.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)





Somalia

S

Economic indicators

GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	€ 24 169 230 (1997)
Bananas	49%
Fish	44%
European Exports to...	€ 14 391 250 (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	3.1% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Somalia has been devastated by a civil war since 1991 leading to a total breakdown of social, political and economic order. At the same time, the Northern part declared its independence, but never achieved international recognition.

The Commission continues to finance rehabilitation operations in Somalia, using the balances remaining under Somalia's Lomé II and Lomé III National Indicative Programmes. Under the € 38 million First Rehabilitation Programme, around 50 projects are still under implementation but the overall Programme is already fully committed. Under the second Rehabilitation Programme for Somalia (€ 47 million) 45 projects amounting to € 17 million have been adopted. Activities under both programmes are being undertaken principally by NGOs, in regions where the prevailing security situation permits and where local authorities still have the trust of the population. Projects cover social sectors (education, health) as well as productive sectors like livestock and agriculture, rehabilitation of physical infrastructure and institutional reconstruction.

These EDF funds are supplemented where possible by such budget lines as B7-6410 'Rehabilitation' (€ 5 million) or B7-7020 'Human Rights and Democracy' (€ 1.5 million), or 'demining' (€ 1 million). As regards food aid, the implementation of a two year programme (€ 11,5 million) to strengthen food security at house-hold and community levels is still ongoing and € 8.5 million food aid were delivered to WFP. The European Community's Humanitarian Office (ECHO) maintains a strong presence mainly in Southern and Central Somalia, but also through the provision of air transport through ECHO-FLIGHT.

Somalia had failed to ratify Lomé IV before the fall of Siad Barre and is thus not entitled to receive assistance under that Convention. A special clause has been introduced into the text of the Lomé IV bis Convention to allow rapid access for Somalia to the benefits of that Convention once an internationally recognised government is constituted. The Commission has sufficient financial resources to finance activities in Somalia up to the year 2000. After this date no EDF resources will be available anymore for Somalia and possible solutions are under discussion.

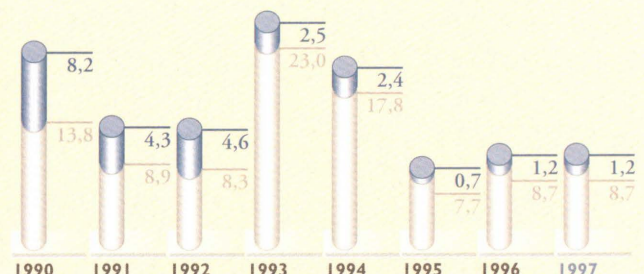
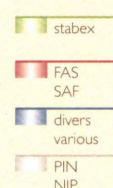
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Sudan

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA



2 505 810

28 960 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 234 361 580 (1997)

Coton 20%

Exportations européennes
vers...

€ 360 119 860 (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,3% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
49,7% (1996)

secondaire
23% (1996)

Taux d'urbanisation
32% (1996)

La Commission européenne a informé le gouvernement du Soudan en mars 1990, que les circonstances présentes ne constituent pas une base acceptable sur laquelle lancer un dialogue valable de programmation de Lomé IV pour les fonds qui ont été placés à la disposition de ce pays. En raison de la situation peu satisfaisante au Soudan, en raison du manque actuel de respect des droits de l'homme, de démocratisation et d'efforts satisfaisants pour négocier une fin pacifique à la guerre civile, le dialogue de programmation a été suspendu et l'aide au développement progressivement éliminée, en attendant que le gouvernement du Soudan mette en place un environnement adéquat pour un tel dialogue.

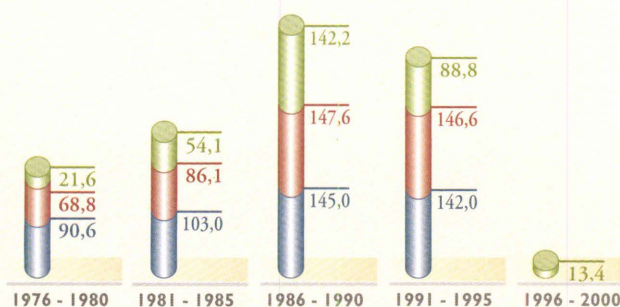
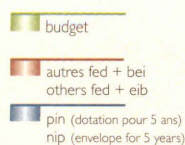
Cette position a été maintenue en 1998. En l'absence de preuves tangibles de changement irréversible et à moins que des progrès substantiels aient été observés au processus de paix IGAD et à l'égard des droits de l'homme, il n'y a aucune raison pour la Commission européenne de changer sa position déclarée sur la suspension de la coopération au développement formelle avec le Soudan. D'ici là, l'aide au développement de la CE, ainsi que les transferts de STABEX, restent suspendus.

La Commission a fourni néanmoins l'aide humanitaire substantielle aux victimes de la guerre, de – la sécheresse et des inondations par ECHO – et à travers les programmes d'aide et de sécurité alimentaire de la DG VIII

Le montant total de l'aide humanitaire en 1998 s'est élevé à environ € 75 millions. En outre, la CE a fourni des transports aériens essentiels pour les approvisionnements des zones inaccessibles autrement au Soudan.

FED + budget EDF

dotations en millions €
allocations in € million





Suriname

CARAIBES

CARIBBEAN

KM² 1 63 270
 463 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
 € 827 (1996)

Importations européennes
 en provenance de...
 € 173 242 540 (1997)

Corindon artificiel 46%
 Aluminium brut 25%

Exportations européennes
 vers...
 € 124 441 010 (1997)

Service de la dette /
 exportations
 na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
 de la population
 0,2% (1995-96)

Taux de scolarisation
 primaire
 127,3% (1996)

secondaire
 58,6% (1996)

Taux d'urbanisation
 na/nd (1996)

Comme par le passé, l'infrastructure demeure le secteur principal de concentration de la coopération. Il faut souligner l'aboutissement des efforts pour l'établissement d'une Road Authority et d'un Fonds pour les routes. Cet élément essentiel des discussions ouvre la voie à de nouveaux investissements dans l'infrastructure du transport (réhabilitation du port, route donnant accès au Terminal du ferry Suriname-Guyane). Le Programme de réhabilitation des infrastructures en cours a donné des résultats mitigés: alors que les travaux de réhabilitation du côté occidental de la connection est-ouest se sont achevés en 1998, le côté oriental a eu des problèmes tout au long de l'année.

Les projets Energie et Télécommunications qui devaient être financés par le Sysmin n'ont pu se matérialiser car aucun accord n'est intervenu dans le secteur.

Pour ce qui est des ressources naturelles, la construction d'un Institut des minéraux et la rédaction d'un Code pour les mines devraient commencer sous forme de projets financés par le FED en 1999.

La Commission s'est penchée avec les autres bailleurs de fonds sur le secteur forestier, approuvant le cofinancement du tout nouvel Institut National pour l'Environnement et le Développement (NIMOS).

En ce qui concerne l'agriculture, le projet de recherche sur le riz a donné des résultats satisfaisants tout en renforçant les capacités locales. Dans le cadre du soutien aux producteurs traditionnels de bananes, un important contrat d'une valeur de € 2,7 millions pour 1300 ha de plantations devrait stimuler la compétitivité des exportateurs surinamiens.

Dans le domaine du développement du secteur privé, le Projet de développement du tourisme a atteint sa vitesse de croisière: un des résultat important est l'adoption d'un Plan du développement du tourisme et des activités de formation et d'information. Une analyse préliminaire sur le secteur de l'industrie du Suriname devrait être finalisé début 1999.

Enfin, grâce au Programme de micro projets, 80 communautés ont bénéficiés d'investissements et une mission d'évaluation a rendu des conclusions positives sur l'ensemble du projet. Une seconde phase est en préparation, visant à favoriser une participation plus active des ONG.

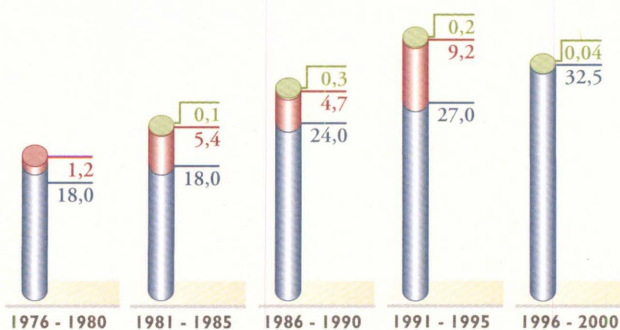
La coopération en 1999 devrait s'orienter principalement vers la mise en application du 8ème FED, avec deux projets principaux: la réhabilitation et l'extension du port de Paramaribo (€ 13 millions) et la seconde phase du Programme de micro projets (€ 5 millions).

Dépendant de la signature d'un accord sur une stratégie du secteur, le Suriname pourrait aussi bénéficier du nouveau cadre de l'assistance au budget des ACP traditionnellement producteurs de bananes. L'accord conjoint en attente entre le gouvernement et le secteur privé devrait également avoir un impact positif sur le développement des activités de ce secteur.

FED + budget

dotations en millions €
 allocations in € million

budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
 rural development/fishing
 autres
 others



Suriname

S

Economic indicators

GNP per capita
€ 827 (1996)

European imports from...
€ 173 242 540
(1997)

Synthetic corundum
46%

Crude aluminium 25%

European Exports to...
€ 124 441 010
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
0.2% (1995-96)

Primary schooling rate
127.3% (1996)

Secondary schooling rate
58.6% (1995)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

The infrastructure sector remains, as in the past, the main area of concentration of the co-operation. A major achievement has taken place in this area, with the establishment of both the Road Authority and the Road Funds. This was an essential element of the policy dialogue and will allow it to continue with other investments in transport infrastructure (Harbour Rehabilitation, Road to the Ferry Terminal Suriname-Guyana).

The ongoing Infrastructure Rehabilitation Programme has shown mixed results: while the Western side of the rehabilitation of the East-West connection, was concluded in early 1998, the Eastern side experienced a setback throughout the year.

In the absence of an agreement, the Energy and Telecommunication projects planned to be financed through Sysmin did not materialise.

In the natural resources sector, the construction of a new Minerals Institute and the drawing up of a new Mining Code should be part of a EDF financed project in 1999.

In the forestry sector, the Commission approved the co-financing of the newly created National Institute for Environment and Development-NIMOS, together with other donors.

With respect to the agricultural sector, the rice applied research project has achieved some interesting results while at the same time strengthened the local capacities. In the framework of the support to the traditional banana suppliers, a major contract (€ 2,7 million for 1 300 ha of plantation covered) should now boost the competitiveness of the Surinamese banana exporters.

In the private sector development area, the Tourism Development Project has reached its cruising speed: important outcomes are a Tourism Development Plan, endorsed by the Government and training/information activities. A preliminary sector analysis of the Surinamese Industry has been launched and should be ready in early 1999.

Finally, the Microprojects Programme has completed 80 community based investments and an evaluation has shown positive results. A second phase, including a more active involvement of the NGO sector is in preparation.

The prospects for the co-operation in 1999, are mainly oriented towards starting up the implementation of the 8th EDF, with two main projects: rehabilitation and extension of the harbour of Paramaribo (€ 13 million allocated) and the Second Phase of the Microprojects Programme (€ 5 million).

Pending the agreement on a sector strategy, Suriname may also benefit from the new framework of budget assistance to traditional ACP banana supplier. The pending joint agreement between the Government and the Private Sector should also have a positive impact on the development of different Private Sector activities.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

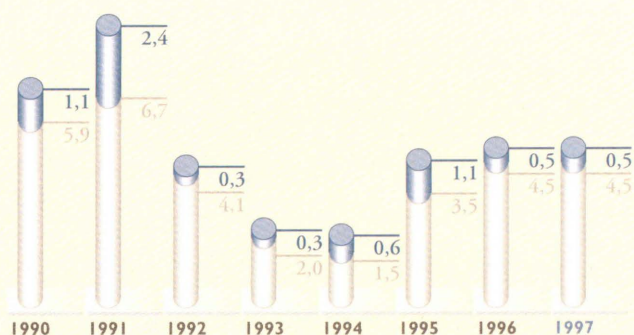
20

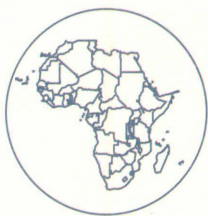


80

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Swaziland

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM² 17 360
 950 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 141 698 280
(1997)

Sucres de canne 75%

Exportations européennes
vers...

€ 22 186 790 (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,6% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
108,7% (1996)

secondaire
58% (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

L'objectif général poursuivi par la coopération entre l'UE et le Swaziland est le développement socio-économique durable afin de relever le niveau de vie et d'en améliorer la qualité.

L'aide européenne dans le cadre des 6ème et 7ème FED est en grande partie centrée sur l'aide au développement rural (y compris la remise en état d'un barrage dans une zone rurale), à l'enseignement et à la formation professionnels, aux transports, au renforcement des institutions et aux systèmes de micro-projets basés sur la communauté.




L'enveloppe indicative de € 29 millions mise à la disposition du Swaziland dans le cadre du 8ème FED est affectée aux domaines suivants: agriculture et développement rural (70 %), secteur privé (15 %), d'autres secteurs (santé, renforcement institutionnel,...).

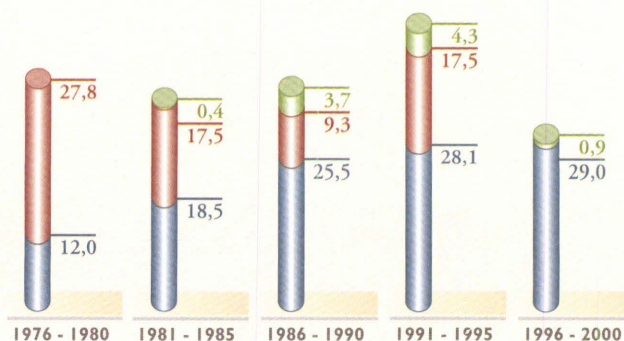
Dans le secteur primaire, la CE soutiendra les politiques dans le secteur agricole du gouvernement du Swaziland principalement par l'octroi de ressources (environ € 20 millions) au niveau de la expertise, des travaux et les fournitures nécessaires au développement de l'irrigation des petites exploitations dans le bassin fluvial de l'Usuthu inférieur. Ce projet à grande échelle (le coût total estimé € 150 millions) doit commencer après l'an 2000. À ce premier stade du projet, la CE finance les activités préparatoires (l'étude de l'environnement, assistance technique pour soutenir le gouvernement du Swaziland pour assurer le cofinancement et pour conclure des accords sur l'utilisation internationale de l'eau).

Dans le deuxième domaine de concentration, l'objectif poursuivi est la mise en place d'un environnement juridique, financier, social et économique favorable au secteur privé, et notamment les petites et moyennes exploitations. Plusieurs projets à petite échelle totalisant jusqu'à € 8 millions (l'aide aux PME, réforme fiscale, l'aide au développement du tourisme, l'aide aux négociations commerciales) sont à l'étude et commenceront à être mis en œuvre à la fin de 1999.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

 budget
 autres fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
rip (envelope for 5 years)



 développement rural/pêche
rural development/fishing
 transport et communications
transport and communications
 secteurs sociaux
social sectors
 autres
others



Swaziland

S

Economic indicators

GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	€ 141 698 280 (1997)
Cane-sugar	75%
European Exports to...	€ 22 186 790 (1997)
Debt service / exports	na/nd (1996)

Social indicators

Population growth rate	2.6% (1995-96)
Primary schooling rate	108.7% (1996)
Secondary schooling rate	58% (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

The overall objective pursued through the EU-Swaziland cooperation is sustainable socio-economic development in order to raise the standard of living and improve the quality of life.

European assistance under the 6th and 7th EDF has largely concentrated on support for rural development (including rural dam rehabilitation), education and vocational training, transport, institutional strengthening and community based micro-project schemes.

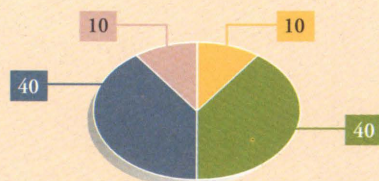
The indicative amount of € 29 million made available to Swaziland under the 8th EDF are allocated to the following areas: Agriculture and Rural Development (70%), Private sector (15%), Other sectors (health, institutional strengthening,...).

Within the primary sector EU will support Government of Swaziland's agriculture sector policies mainly through the provision of resources (about € 20 million) for expertise, works and supplies to develop smallholder irrigation in the Lower Usuthu River Basin. This high scale project (total estimated cost = € 150 million), is envisaged to start implementation after the year 2000. At this early stage of the project EU is financing preparatory activities (Environment Study, Technical Assistance to support the Government of Swaziland to secure co-financing and to conclude agreements on the international use of water).

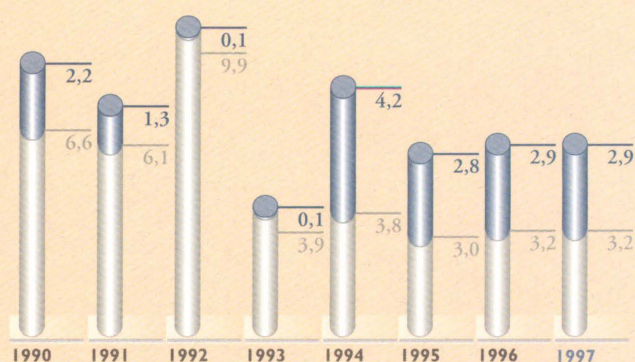
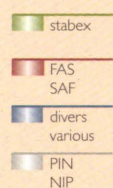
Within the second focal sector, the objective is the establishment of a legal, financial, social and economic environment for the private sector, and in particular small and medium sized operations. Several small-scale projects adding up to € 8 million (Support to SMMEs, Fiscal Reform, Support to Tourism Development, Support to Trade Negotiations) are in the pipeline and will start at the end of 1999.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument



Tanzania

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 945 090

30 337 200

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 102 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 242 849 780 (1997)

Café 26%

Exportations européennes
vers...
€ 401 104 350 (1997)

Service de la dette /
exportations
17,4% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
69% (1996)

secondaire
3,9% (1996)

Taux d'urbanisation
25% (1996)

Le Tanganyka a accédé à l'indépendance en 1961 et son union à l'île de Zanzibar (700 000 habitants) a institué la République Unie de Tanzanie en 1964. Après l'échec relatif de la politique socialiste des années 1960 et 1970, un programme de réformes a été lancé en 1986 dans le but d'instaurer une économie de marché. Des progrès ont été faits, malgré les problèmes liés à l'administration fiscale et aux interruptions de l'aide de la part des donateurs.

Les sujets qui posent problème sont en particulier la corruption, l'effet destabilisant de la présence permanente des réfugiés du Rwanda et du Burundi, les tensions politiques à Zanzibar et plus récemment, les dommages causés par les pluies diluviennes dues au phénomène «El Niño».

La coopération UE-Tanzanie a été amorcée en 1974. L'assistance sous les trois premières Conventions de Lomé a principalement porté sur le développement rural, les transports, le renforcement des institutions et les infrastructures sociales. Sous la Convention de Lomé IV, l'aide à l'ajustement structurel (€ 103,4 millions alloués pour la période 1992-1994) a été le point-clé du programme de la Communauté en plus du Programme Indicatif National (PIN) du 7ème FED qui prévoit un financement à hauteur de € 185 millions. Le PIN soutient des projets tels que l'amélioration des réseaux routiers et ferroviaires, aussi bien dans le pays que dans les pays voisins comme le Rwanda et le Burundi, le projet est co-financé avec les fonds du Programme Indicatif Régional. La protection de l'environnement (notamment le Parc naturel de Serengeti), les télécommunications ainsi que la prévention et la lutte contre le Sida font l'objet d'autres actions. Des programmes spéciaux pour la réhabilitation des zones occupées par les réfugiés à l'Ouest de la Tanzanie sont également en cours d'élaboration. L'aide octroyée au secteur agricole provient en grande partie des transferts au titre du STABEX (plus de € 50 millions sous Lomé IV) et est principalement destinée à la production de café qui constitue la principale source de devises.

Le budget de l'Union Européenne a pourvu au financement de petits projets, non moins significatifs: actions lancées dans différentes régions du pays en cofinancement avec des ONG, plans de recherche et de réhabilitation en matière de conservation/protection de l'environnement et aide alimentaire de près de € 12 millions, à la suite de la sécheresse qui a affecté la région en 1992.

Des fonds d'aide d'urgence alloués par ECHO ont servi à la gestion de l'afflux de réfugiés du Rwanda et du Burundi

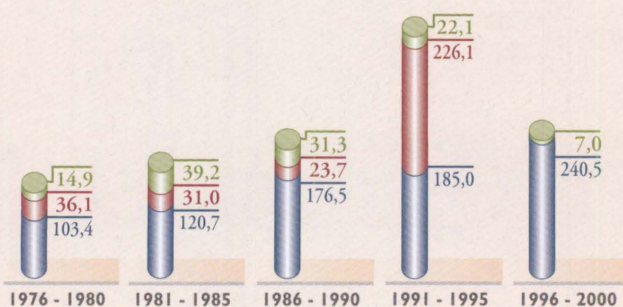
En outre, près de € 52 millions ont été accordés par la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, sous la forme de prêts, au bénéfice du secteur privé, de l'infrastructure portuaire et au projet hydroélectrique de Kihansi.

En mars 1997, le PIN du 8ème FED a été signé. Un montant total de € 240,5 millions d'aide programmable sera versé en deux tranches, les principaux secteurs cibles étant le transport, la distribution d'eau urbaine et l'éducation. De plus, un soutien aux réformes en matière d'ajustement sera octroyé en complément de subventions sous le Programme d'ajustement structurel. Le 8ème FED est effectif depuis la seconde moitié de 1998.

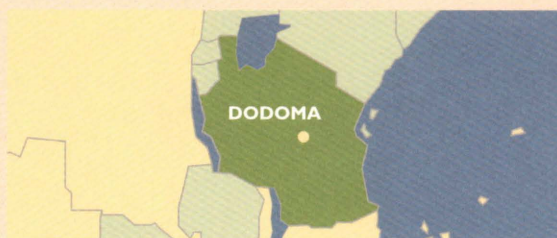
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Tanzania

T

Economic indicators

GNP per capita	€ 102 (1996)
European imports from...	€ 242 849 780 (1997)
Coffee	26%
European Exports to...	€ 401 104 350 (1997)
Debt service / exports	17.4% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.8% (1995-96)
Primary schooling rate	69% (1996)
Secondary schooling rate	3.9% (1996)
Urbanisation rate	25% (1996)

Following the independence of Tanganyika in 1961, the United Republic of Tanzania was established in 1964 through the union of Tanganyika with the islands of Zanzibar. Each area retains its own constitution and government but the two ruling parties merged in 1997. Opposition parties were legalised in Tanzania in 1992 and the first multi party elections took place in 1995. A programme of economic reform was launched in 1986 and substantial progress has recently been made both in economic liberalisation and in some key sectoral reforms.

Corruption is one key problem in Tanzania. However positive signs can be observed in this area. These include the President's commitment to fight corruption, a set of measures that have been taken since 1996 and the openness of the debate in the society. Political tensions prevail in Zanzibar since the contested results of the 1995 elections in the territory. Tanzania has sheltered a large number of Rwandese, Burundian and, more recently, Congolese refugees that have caused destabilising effects in the western part of the country.

EU/Tanzania cooperation began in 1974. Support under the first three Lomé Conventions has been concentrated mainly on rural development, transport, institutional strengthening and social infrastructures. Under Lomé IV support for Tanzanian macroeconomic reforms (€ 120 million allocated under the structural adjustment facility from 1992 to 1994) became a major element of the Community's programme, in addition to the 7th EDF National Indicative Programme allocation of € 185 million for project aid. The NIP includes several transport projects to improve road and rail links, both within the country and to neighbouring countries such as Rwanda and Burundi, the latter co-financed with Regional Indicative Programme resources. Special rehabilitation programmes for refugee-affected areas in Western Tanzania are also being implemented. Assistance to the agriculture sector comes mostly from STABEX (more than € 50 million under Lomé IV) and is focused primarily on the coffee sector, which is a major source of foreign exchange earnings. Smaller but significant actions have also been launched from the EU budget: several NGO co-financed projects in various parts of the country as well as environment conservation/protection and rehabilitation projects. Substantial emergency aid funds have been provided through ECHO to assist in managing the influx of refugees from Rwanda and Burundi since 1994.

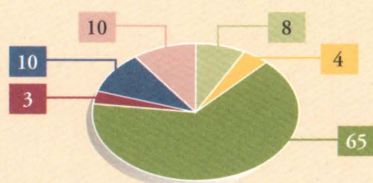
More than € 52 million has been approved by the European Investment Bank in the form of risk capital for on-lending to the private sector, port infrastructure, and the Kihansi Hydroelectric scheme.

In March 1997, the 8th EDF NIP was signed. A total of € 240.5 million of programmable aid is provided for, in two instalments, the main sectors of concentration being; transport, urban water supply and education. In addition, support will be provided for adjustment-related reforms. A new structural adjustment programme for an amount of € 71.2 million was approved in 1998. It provides direct budget support aimed mainly at reducing the stock of domestic debt of the public sector and at supporting the education sector.

Recent developments of the Road Policy encouraged donors to resume funding projects in this sector. The main EC projects in the pipeline include road rehabilitation in the Mwanza region, urban water supply, improvement of the Tax Administration and further support to the education sector.

FED
EDF

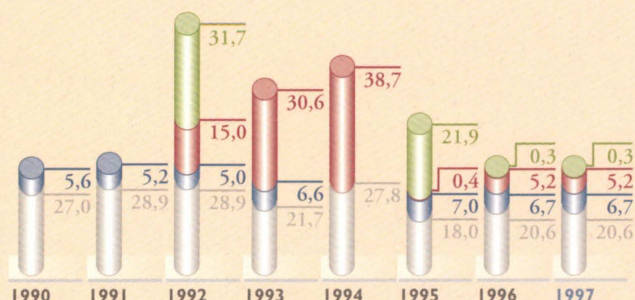
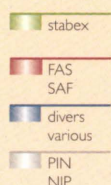
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Tchad

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM²

1 284 000



6 361 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 126 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 81 593 740 (1997)

Coton 88%

Exportations européennes
vers...
€ 68 412 840 (1997)

Service de la dette /
exportations
5,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,6% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
57% (1996)

secondaire
11,7% (1996)

Taux d'urbanisation
23% (1996)

Le Tchad est un pays charnière entre le Sahel et l'Afrique Centrale, totalement enclavé dont la population vit surtout en zone rurale. C'est l'un des pays les plus pauvres du monde du point de vue structurel mais dont les ressources du sol et surtout du sous-sol sont considérables. Confronté à une multitude de contraintes d'ordre géographique (enclavement), climatique (désertification) et économique (exiguïté du marché national et dominance du secteur du coton), le Tchad dispose toutefois de potentialités sur lesquelles il peut appuyer son développement futur: que ce soit dans l'agriculture ou bien dans les ressources de son sous-sol, notamment ses réserves pétrolières.

Depuis son indépendance en 1960, le Tchad a connu une grande instabilité politique avec des guerres civiles et des changements multiples de gouvernement. L'évolution récente laisse espérer que le Tchad retrouve la voie de la réconciliation nationale, après la mise en place de nouvelles institutions issues d'élections pluralistes. La coopération entre le Tchad et l'Union Européenne date du premier FED (1958). L'essentiel de l'aide a été consacré au développement rural et aux infrastructures routières, les autres secteurs d'intervention étant la santé et l'éducation.

Le Programme Indicatif National (PIN) 8ème FED – € 141,5 millions-, signé le 23.10.1998, voit comme domaines de concentration l'appui aux politiques sectorielles des transports (50-60%) et de la santé publique, y compris l'accès à l'eau potable en milieu rural (30-40%). Par ailleurs, l'UE compte poursuivre son appui au Programme d'Ajustement Structurel. La BEI pourrait envisager un montant de € 10 million pour des concours dans les domaines de l'infrastructure et de l'industrie.

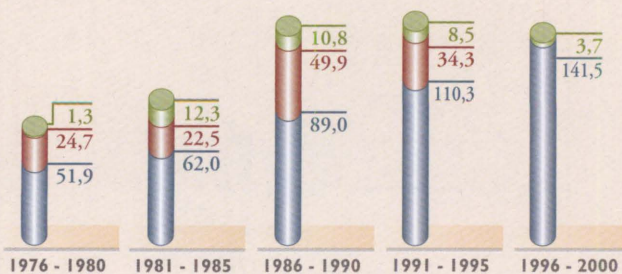
L'Union Européenne intervient également au Tchad avec ses lignes budgétaires notamment dans les co-financements ONG et la lutte contre le SIDA.

Ces interventions visent également des secteurs comme la production agricole ou l'hydraulique villageoise.

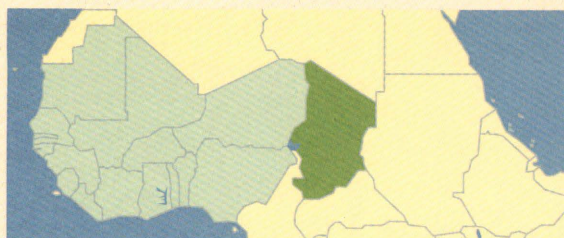
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Tchad **T**

Economic indicators

GNP per capita	€ 126 (1996)
European imports from...	€ 81 593 740 (1997)
Cotton	88%
European Exports to...	€ 68 412 840 (1997)
Debt service / exports	5.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.6% (1995-96)
Primary schooling rate	57% (1996)
Secondary schooling rate	11,7% (1996)
Urbanisation rate	23% (1996)

Chad is a completely landlocked country between the Sahel and Central Africa with a predominantly rural population. Structurally, it is one of the poorest countries in the world, but with considerable potential in agriculture and oil resources. Confronted with a multitude of constraints which are geographical (land-locked), climatic (desertification) and economic (smallness of the national market, dominance of the cotton sector), Chad nevertheless has potential for development, whether this be agriculture or underground resources, notably oil reserves.

Since its independence in 1960, Chad has experienced a period of considerable political instability resulting in civil wars and frequent changes of government. The current situation offers hope that Chad will find its way to national reconciliation and normalisation of the functioning of its institutions.

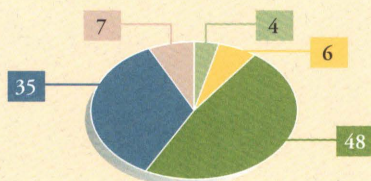
Cooperation between Chad and the European Union dates from the first EDF (1958). The largest part of the aid was dedicated to rural development and road infrastructures, other sectors of intervention being health care and education.

The 8th EDF National Indicative Programme (NIP), to which € 141.5 million has been allocated, was signed on 23 October 1998. The focal sectors identified for support are sectoral transport policies (50-60% of the total) and public health – including access to drinking water, and the rural environment (30-40%). In addition, the EU foresees continuing support for the structural adjustment programme. A sum of up to € 10 million should be available through the EIB for infrastructure and industrial schemes.

The European Union also finances projects under its budget lines, in particular for co-financing with NGOs and for the fight against AIDS. Such projects also support agricultural production and village water supply.

FED EDF

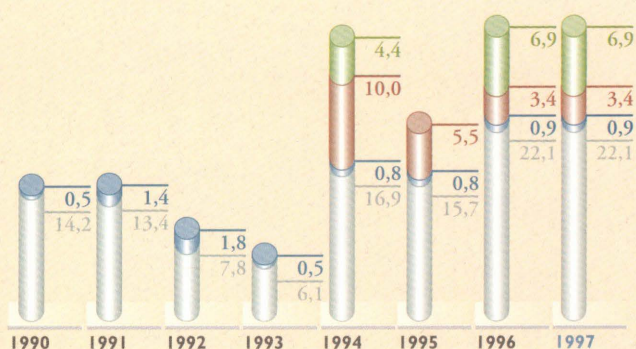
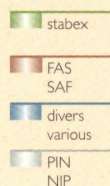
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Togo

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 56 790

4 138 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 236 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 68 400 780 (1997)

Café 25%

Exportations européennes
vers...
€ 259 732 470 (1997)

Service de la dette /
exportations
5,7% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,9% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
110,6% (1996)

secondaire
27,1% (1996)

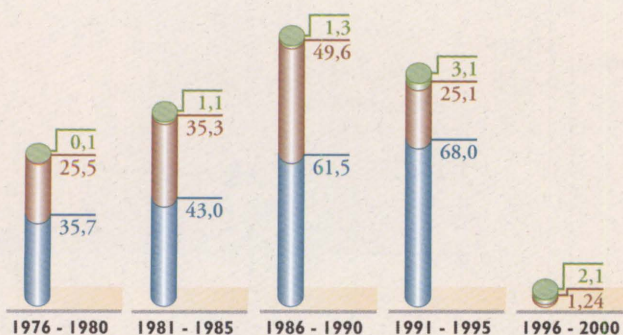
Taux d'urbanisation
31% (1996)

La coopération avec le Togo peut être considérée comme normale jusqu'en 1991, lorsqu'une longue crise politique s'est amorcée à la suite de l'interruption violente du processus de démocratisation. Ce blocage politique et les violences à l'encontre de la population, a conduit à un exode massif de celle-ci vers les régions de l'intérieur et les pays frontaliers, à une grève générale de dix mois ainsi qu'à la suspension de la coopération de l'ensemble des partenaires en 1992 (Commission) et 1993 (aide bilatérale de la France et de l'Allemagne), avec le gel des nouveaux programmes, sauf ceux à vocation humanitaire. De ce fait, le PIN Lomé IV n'a connu qu'un faible début d'exécution. Les interventions au titre de l'appui à l'ajustement structurel et celles prévues sur les capitaux à risques gérés par la BEI n'ont pas eu lieu. Les élections législatives de 1994 marquent le début d'un long processus encore inachevé de construction de l'Etat de droit. Au vu des progrès ultérieurs vers la consolidation de l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme, ainsi que vers la réconciliation nationale la Commission a décidé de reprendre sa coopération de façon graduelle en mars 1995, avec des financements ciblés sur les secteurs sociaux, sur l'amélioration des conditions de vie des populations et sur l'accompagnement des progrès en faveur de la consolidation de l'Etat de droit.

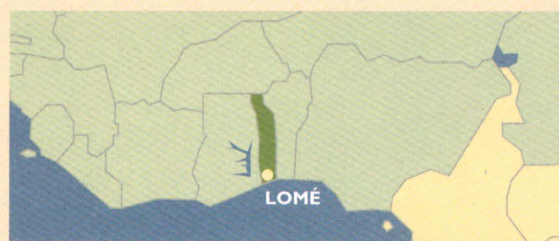
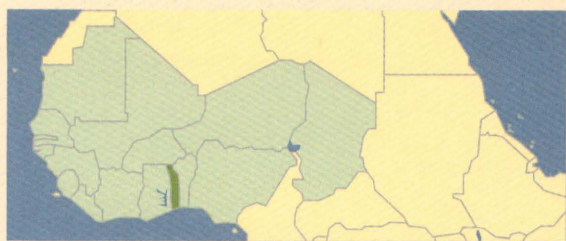
FED EDF + budget

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Togo

T

Economic indicators

GNP per capita
€ 236 (1996)

European imports from...
€ 68 400 780
(1997)

Coffee 25%

European Exports to...
€ 259 732 470
(1997)

Debt service / exports
5.7% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.9% (1995-96)

Primary schooling rate
110.6% (1996)

Secondary schooling rate
27.1% (1996)

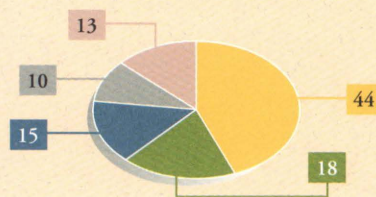
Urbanisation rate
31% (1996)

Co-operation with Togo was normal up to 1991, when a political crisis began following the violent interruption of the democratisation process. This political stalemate, accompanied by a period of severe measures against the population, led to a flow of refugees to the country's interior and to countries bordering Togo. There was 10-months general strike and the donor community suspended co-operation (the European Community in 1992 and bilateral co-operation with France and Germany in 1993). All projects, except those of a humanitarian nature, were suspended. Furthermore projects with structural financing and EIB risk capital were not undertaken. Legislative elections in 1994 marked the beginning of a long – and yet to be completed – process towards establishing the rule of law. In the light of some progress in consolidating the rule of law and respect for human rights, as well as moves towards national reconciliation, the Commission decided in March 1995 to resume co-operation on a gradual basis. This involved targeted support for the social sectors, improvements in people's living conditions and accompanying measures that help consolidate the rule of law.

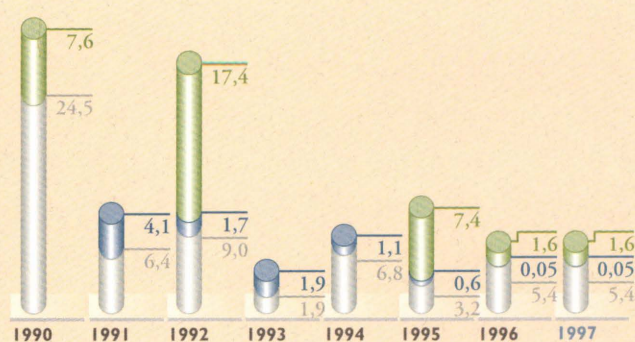
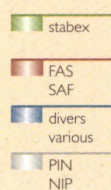
The EU gave support to presidential elections in June 1998 and sent observers. Based on the observations, the EU declared its concern as to the conduct of these elections, particularly regarding the counting of votes. After consultations with the Togolese government, in accordance with article 366bis of the Lomé Convention, the EU decided not to restart the regular financial co-operation. The co-operation under the 7th EDF (focal sectors: infrastructure and rural development) and the 8th EDF therefore remains frozen with the exception of decentralised programmes aimed at the most vulnerable part of the population. An improvement in the political situation may at any time lead to a restart of regular co-operation.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Tonga

PACIFIQUE

PACIFIC

750

99 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 1 292 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 609 890 (1997)

Coprah 48%

Exportations européennes
vers...
€ 7 333 020 (1997)

Service de la dette /
exportations
3,4% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,9% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Depuis le milieu des années 1980, la coopération de l'UE avec Tonga s'est centrée sur le groupe d'îles au nord, Vava'u, et a mobilisé la majeure partie des ressources des 6ème et 7ème FED (€ 6,5 millions et € 6 millions respectivement) se déroulant en deux phases d'un programme intégré de développement rural visant à améliorer l'infrastructure de base du groupe d'île (routes, des cliniques, écoles, exportations et équipements portuaires). En outre, quelque 1,3 million a été attribué sur les fonds du 6ème FED pour améliorer l'aéroport du Vava'u, et un autre financement de € 340.000 (sur le 7ème FED) a été approuvé en 1997 pour la modernisation de l'aéroport de Fua'amotu, sur l'île principale, Tongatapu.

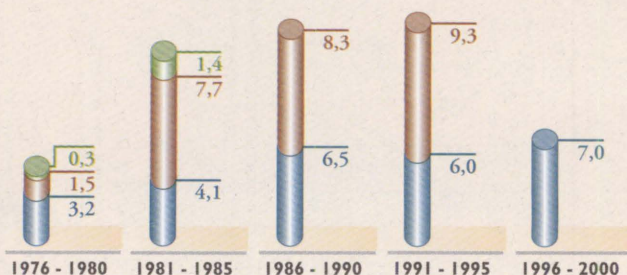
Le principal projet du 7ème FED – la phase 2 du projet de développement de Vava'u (€ 4,5 millions), approuvée en 1997, comporte l'amélioration d'un certain nombre de routes dans la ville principale, Neiafu, l'amélioration de la gestion d'approvisionnement en eau et des déchets urbains et de la modernisation du port de Neiafu. En 1998, la mise en œuvre de tous les éléments du projet a avancé. Toutefois, le projet a été approuvé 6 ans après la signature du Programme Indicatif National, et les taux globaux d'engagement et de décaissement pour les programmes de coopération de l'UE avec Tonga restent sensiblement plus lents qu'avec la grande majorité des États ACP.

Le Programme Indicatif National sur le 8ème FED (€ 7 millions) a été signé en avril 1997 et concerne encore la région de Vava'u, dans les domaines de l'agriculture, la pêche et le tourisme qui sont les secteurs sur lesquels le futur programme de développement de Vava'u (phase 3) se concentrera. Aucune proposition détaillée n'a été faite en 1998 sur les éléments du programme phase 3.

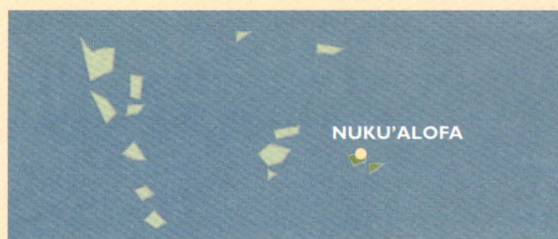
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget
 autres fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



secteurs sociaux
social sectors
 autres
others



Tonga

T

Economic indicators

GNP per capita
€ 1 292 (1996)

European imports from...
€ 609 890
(1997)
Copra 48%

European Exports to...
€ 7 333 020
(1997)

Debt service / exports
3.4% (1995)

Social indicators

Population growth rate
1.9% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

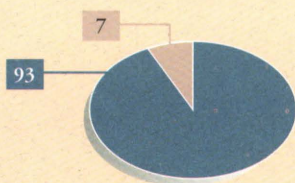
Since the mid-'80s, EU cooperation with Tonga has focussed on the northerly island group, Vava'u, with the bulk of both the 6th and 7th EDF resources (€ 6.5m and € 6m respectively) going to two phases of an integrated rural development programme aimed at improving the island group's basic infrastructure (roads, health clinics, schools, export and port facilities). In addition, some € 1.3m was allocated from the 6th EDF funds to improving Vava'u's airport, and a further € 340,000 (7th EDF) was approved in 1997 for the upgrading of Fua'amotu Airport, on the main island, Tongatapu.

The main 7th EDF project – Phase 2 of the Vava'u Development Project (€ 4.5m), approved in 1997, involves the upgrading of a number of roads in the main town, Neiafu, the improvement of urban water supply and waste management and the upgrading of Neiafu's harbour. Progress was made in 1998 in the implementation of all project components. However, project approval came 6 years after the National Indicative Programme was signed, and overall rates of commitment and disbursement for Tonga's EU cooperation programmes remain significantly slower than the great majority of ACP States.

The 8th EDF National Indicative Programme (€ 7m) was signed in April 1997 and again concentrates on the Vava'u Region, with agriculture, fisheries and tourism as the sectors on which a future Vava'u Development Programme (Phase 3) will focus. No detailed proposals were made during 1998 on the components of the Phase 3 programme.

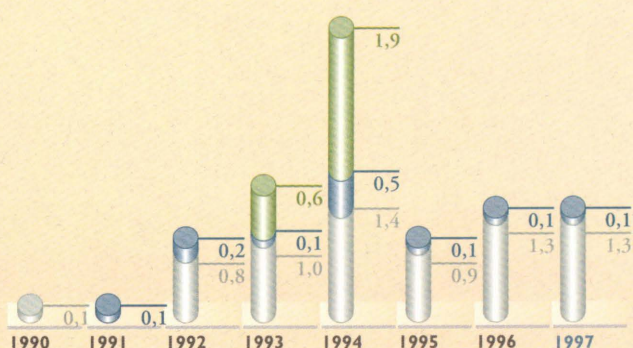
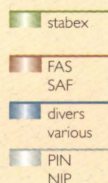
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Trinidad and Tobago

CARAIBES

CARIBBEAN

5 130

1 305 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 3 127 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 435 624 610 (1997)

Alcool éthylique 28%

Alcool acycliques 25%

Exportations européennes
vers...

€ 419 922 790 (1997)

Service de la dette /
exportations
14,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
96,5% (1996)

secondaire
86,7% (1996)

Taux d'urbanisation
72% (1996)

La production de pétrole, secteur principal de l'économie, a apporté au pays une relative prospérité dans les années 1970 et au début des années 1980 mais la chute des prix mondiaux et la production nationale en déclin au cours des 15 dernières années ont mené à une baisse des revenus de pétrole et par voie de conséquence à des problèmes de balance des paiements.

Les projets financés par l'UE sont étroitement liés aux objectifs de développement prioritaires du gouvernement de Trinité-et-Tobago. Ces projets comprennent: la réalisation d'une croissance économique soutenue et de la diversification; la réduction du chômage et de la pauvreté; l'amélioration des performances du secteur public; la stimulation du développement du secteur privé et la protection de l'environnement. Les programmes font également partie intégrante du programme d'investissement public.

Sous le deuxième protocole financier de Lomé IV, le Programme Indicatif National s'élève à un montant total de € 21 millions de subventions centrées dans deux domaines principaux de concentration: 1) la diversification économique et la création d'emplois; et 2) la lutte contre la pauvreté.

Le programme d'électrification rurale, avec une dotation totale de € 2 millions, l'aide au programme de développement des petites entreprises, avec une dotation totale de 2 millions, le programme de formation de la jeunesse agricole et le programme de crédit avec une dotation totale de € 5 millions, des services aux entreprises des Caraïbes avec une dotation totale de € 0,750 million et le programme d'ajustement structurel avec une dotation totale de € 4,3 millions, malgré quelques problèmes se sont bien déroulés ont été très actifs en 1998 et une évaluation est prévue pour 1999.

Au contraire, le programme de remise en état de la route de Solomon Hochoy avec une dotation de € 17,520 a rencontré des sérieux problèmes et a pris du retard. Les décaissements effectués en 1998 dans le cadre des 6ème et 7ème FED se sont élevés à un total de € 4,7 millions.

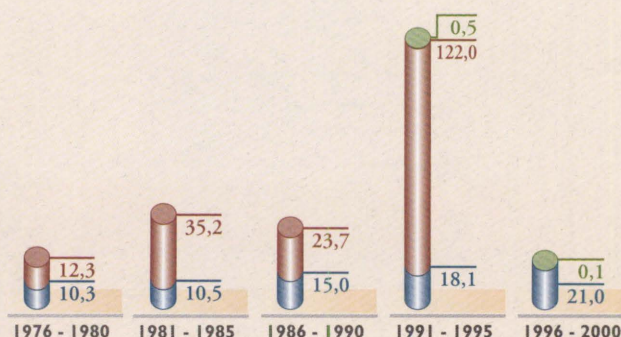
L'aide aux services du programme national des produits pharmaceutiques avec une dotation totale de € 0,250 million ainsi que l'aide aux services du programme de développement du tourisme avec une dotation totale de € 0,707 million ont également connu des problèmes.

Les projets de 1999 incluent la remise en état de la route d'Anse-Fourmi Charlotteville à Tobago, ainsi qu'un système important de réduction de la pauvreté pour Trinidad, et un programme de modernisation et de commercialisation du cacao.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
rip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support



Trinidad and Tobago

T

Economic indicators

GNP per capita
€ 3 127 (1996)

European imports from...
€ 435 624 610
(1997)

Ethyl alcohol 28%
Acyclic alcohol 25%

European Exports to...
€ 419 922 790
(1997)

Debt service / exports
14.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate
0.8% (1995-96)

Primary schooling rate
96.5% (1996)

Secondary schooling rate
86.7% (1996)

Urbanisation rate
72% (1996)

Oil production, the main sector of the economy, brought the country relative prosperity in the 1970's and early 1980's but falling world prices and declining national production in the last 15 years have led to a drop in oil earnings and consequent balance of payment problems.

The EU funded projects are closely linked to the Government of Trinidad and Tobago's priority development objectives. Such projects include: the achievement of sustained economic growth and diversification; the reduction of unemployment and poverty alleviation; improving public sector performance; fostering private sector development and protecting the environment. The programmes are also an integral part of the Public Sector Investment Programme (PSIP).

Under the second financial protocol of Lomé IV, a total National Indicative Programme of € 21 million in grant funding will be concentrated in two main focal areas: a) economic diversification and employment creation; and b) poverty alleviation.

The Rural electrification programme, with a total allocation of € 2 million, the support to Small Business Development Programme, with a total allocation of € 2 million, the Youth Agricultural Training and Credit Programme with a total allocation of € 5 million, the Caribbean Business Services with a total allocation of € 0.75 million and the Structural adjustment programme with a total allocation of € 4.3 million, albeit some problems were quite active in 1998 and an evaluation is scheduled for 1999.

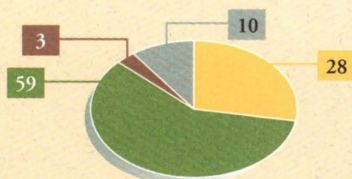
On the contrary, the Solomon Hochoy Highway Rehabilitation programme with an allocation of € 17.52 has encountered serious problems and is behind schedule. Disbursements made under the 6th and 7th EDF in 1998 totalled some € 4.7 million.

Problems were encountered also with the Assistance to the National Drug Programme Services with a total allocation of € 0.25 million as well as with the Tourism Development Programme Services with a total allocation of € 0.71 million.

1999 projects include the rehabilitation of the Anse-Fourmi Charlotteville Road in Tobago, as well as a major Poverty Reduction Scheme for Trinidad, and a Cocoa Rehabilitation and Marketing Programme.

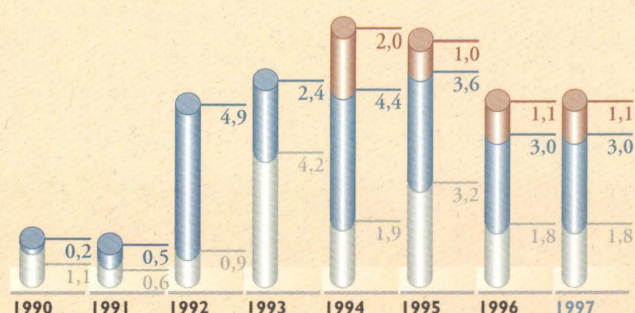
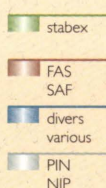
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Tuvalu

PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

26



13 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 201 710 (1997)

Machines électrique
38%

Exportations européennes
vers...
€ 577 860 (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)




Le programme d'aide à Tuvalu est traditionnellement centré sur le développement rural, les infrastructures sociales et sur l'environnement (notamment, sur la protection côtière, qui a constitué l'un des deux principaux projets du 6ème FED). La deuxième orientation des ressources du 6ème FED (2 millions en tout) concernait l'amélioration de l'approvisionnement d'électricité pour la population de la capitale, Funafuti.

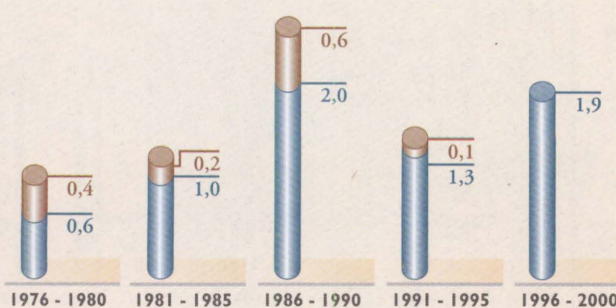
Dans le cadre du 7ème FED (€ 1,3 millions), les projets d'enseignement et de santé ont été financés sur des fonds de contrepartie produits par un projet de € 900.000 qui prévoyait l'importation de combustible pour satisfaire les besoins de la société d'électricité de Tuvalu. En outre, la remise en état d'un certain nombre d'écoles primaires rurales a été financée dans le cadre d'un projet séparé de € 300.000.



Le Programme Indicatif National sur le 8ème FED (€ 1,9 million) a été signé le 21 février 1997 et définit l'enseignement et l'environnement comme les secteurs aptes à bénéficier du programme d'aide du 8ème FED. Un programme prévoyant l'aide à ces secteurs a été élaboré en 1998.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



-  ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
-  autres
others



Tuvalu

T

Economic indicators

GNP per capita
na/nd (1996)

European imports from...
€ 201 710
(1997)

Turboreactors 38%

European Exports to...
€ 577 860
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
0% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

Programme aid to Tuvalu has focused traditionally on rural development, social infrastructure and on the environment (in particular, on coastal protection, which constituted one of the two main 6th EDF projects). The second focus of the 6th EDF resources (€ 2m in all) was the improvement of electricity supply to the population of the capital, Funafuti.

Under the 7th EDF (€ 1.3m) education and health projects were financed from the counterpart funds generated by an € 900,000 project which provided for the import of fuel to meet the needs of the Tuvalu Electricity Corporation. In addition, the rehabilitation of a number of rural primary schools was financed under a separate € 300,000 project.

The 8th EDF National Indicative Programme (€ 1.9m) was signed on 21 February 1997 and sets out education and environment as the sectors to benefit from 8th EDF programme aid. A programme providing for support to these sectors was developed in 1998.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

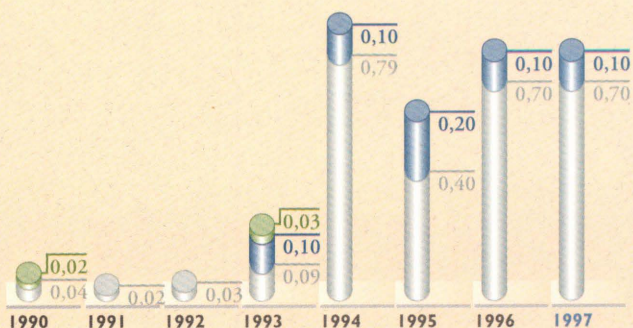
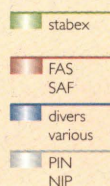
30



70

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument






Uganda

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 235 880

 20 405 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 228 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 357 269 430 (1997)

Café 75%

Exportations européennes
vers...

€ 181 626 930 (1997)

Service de la dette /
exportations

21,3% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,9% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

81% (1996)

secondaire

19,5% (1996)

Taux d'urbanisation

13% (1996)

Indépendant depuis 1962, l'Ouganda est un pays enclavé, constitué par un vaste plateau de plus de 1000 m d'altitude. La stabilité politique, rétablie en 1986 après deux décennies de crise et de guerre civile, a permis à l'Ouganda de lancer un grand programme de reconstruction, nécessaire à son futur développement.

Les perspectives de développement de l'Ouganda portent principalement sur le secteur agricole. D'une manière générale, elles sont positives, avec une production vivrière excédentaire et des potentiels de diversification et de transformation. Le pays doit cependant faire face aux contraintes inhérentes à son enclavement, à de graves maladies endémiques telles que le SIDA et la malaria, et à la nécessité de restaurer son secteur privé, son système bancaire, ses infrastructures et ses structures administratives.

Dans le cadre des Conventions successives de Lomé, l'Union Européenne a participé activement aux efforts de reconstruction. Le nouveau Programme Indicatif National, qui couvre la seconde moitié de Lomé IV (€ 210 millions), concernera les secteurs sociaux, l'agriculture et l'environnement, et l'infrastructure en matière de transport. Un montant de € 51 millions a été engagé au titre de l'appui à l'ajustement structurel pour les années 1998/1999. Les fonds proviennent pour l'essentiel d'une ligne budgétaire directe pour les domaines stratégiques en matière de lutte contre la pauvreté (santé, éducation, routes secondaires, approvisionnement en zone rurale, etc.). Les transferts au titre du STABEX de € 140 millions ont amorti les pertes de recettes d'exportation du café, du coton, des cuirs et peaux.

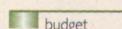
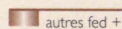
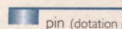
Un montant de € 4,5 millions a également été alloué pour soutenir le processus de démocratisation. Les nombreux cofinancements avec les ONG (près de € 7 millions), sont essentiellement destinés aux actions de développement rural, sanitaires ou sociales telles que la lutte contre le SIDA et l'aide aux personnes handicapées.

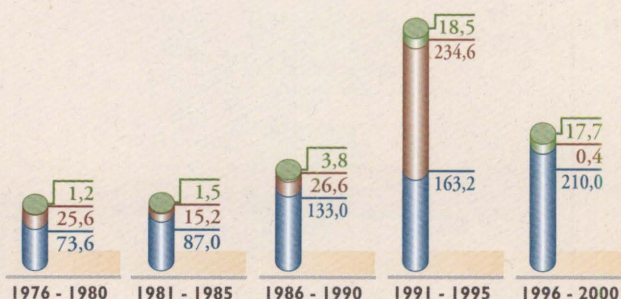
L'Ouganda joue un rôle important au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), du Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA), de l'Autorité Intergouvernementale sur la sécheresse et pour le développement (IGADD) et de l'Organisation du Bassin de la Kagera (OBK).

En outre, plus de € 47 millions de financements par la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, ont été engagés (prêts globaux à la Development Finance Company of Uganda et ligne de crédit aux banques commerciales pour le financement des PME du secteur privé; étude de faisabilité et prêts pour une unité d'extraction du cobalt et financement d'une étude pour l'extension de l'oléoduc Mombasa-Nairobi-Eldoret au Kenya jusqu'à Kampala en Ouganda).

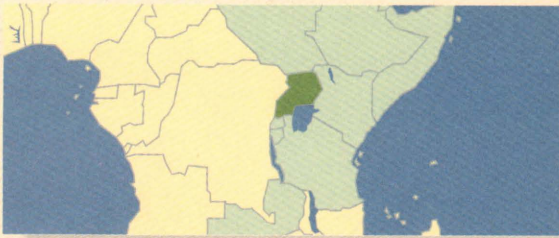
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

 budget
 autres fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



 environnement
environment
 développement rural/pêche
rural development/fishing
 transport et communications
transport and communications
 développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
 secteurs sociaux
social sectors
 ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
 autres
others



Uganda **U**

Economic indicators

GNP per capita	€ 228 (1996)
European imports from...	€ 357 269 430 (1997)
Coffee	75%
European Exports to...	€ 181 626 930 (1997)
Debt service / exports	21.3% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.9% (1995-96)
Primary schooling rate	81% (1996)
Secondary schooling rate	19.5% (1996)
Urbanisation rate	13% (1996)

Independent since 1962, Uganda is a landlocked country which consists largely of a huge plateau at an altitude of over 1000 meters. Political stability, which was re-established in 1986 after two decades of upheavals and civil war, has allowed Uganda to launch a major programme of reconstruction, a prerequisite for future development.

Uganda's development prospects centre mainly on the agricultural sector. The outlook is generally positive, with surplus food production and real possibilities of diversification and transformation. The country must, however, face up to constraints such as the fact that it is landlocked, as well as having serious endemic diseases such as AIDS and malaria, and the need to rebuild its private sector, banking system, infrastructure and administrative structures. The country's development prospects are also affected by security problems caused by regional conflicts.

The European Union has supported Uganda's reconstruction under successive Lomé Conventions. The new National Indicative Programme for the second half of Lomé IV of € 210 million will focus on the social sectors, agriculture and the environment, and transport infrastructure. An amount of € 51 million has been committed under the structural adjustment facility for the years 1998-99. Most of the funds made available under this facility will be provided as direct budget support for areas of strategic importance for poverty reduction (health, education, feeder roads, rural water, etc.). Stabex transfers amounted to € 140 million, triggered by export revenue losses in coffee, cotton, leather and hides.

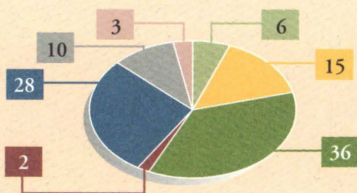
€ 4,5 million was allocated to support the democratisation process. Numerous NGO projects are being funded (almost € 7 million), focusing mainly on rural development, health care and social concerns such as AIDS and the handicapped. The EDF will also support a special programme focussing on the North of Uganda, a particularly poor region which suffers from attack by rebels.

Uganda plays an important role within the organisation of African Unity (OAU), the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), the Inter-Governmental Authority on Drought and for Development (IGADD) and the Kagera Basin Organisation (KBO).

In addition, more than € 47 million of European Investment Bank interventions in the form of risk capital have been committed (global loans to the Development Finance Company of Uganda in lines of credit to the commercial banking system for funding small and medium scale private sector enterprises, feasibility study and loans for a cobalt extraction installation; feasibility study for extension of the Mombasa-Nairobi-Eldoret oil pipeline in Kenya on to Kampala).

FED EDF

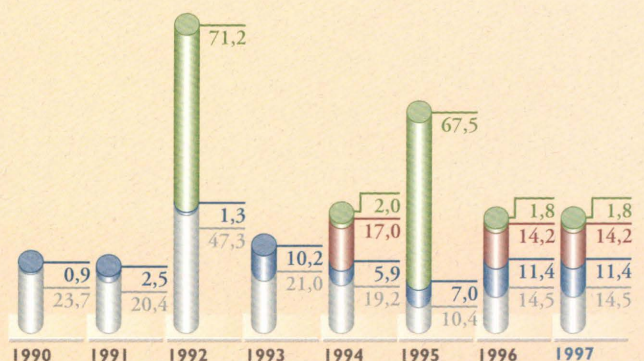
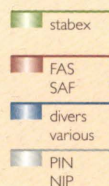
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Vanuatu

PACIFIQUE

PACIFIC

KM² 12 190
 169 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
 € 1 016 (1996)

Importations européennes
 en provenance de...

€ 15 153 560 (1997)

Coprah 63%

Exportations européennes
 vers...

€ 7 805 990 (1997)

Service de la dette /
 exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
 de la population

2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation
 primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

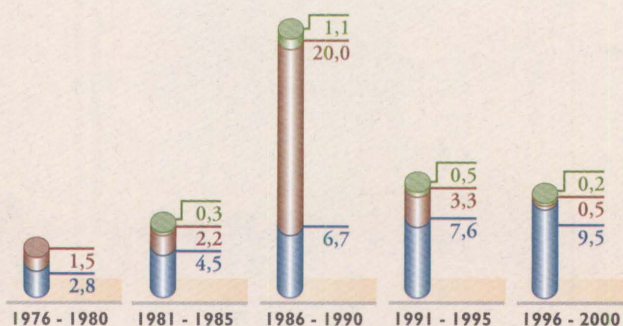
Tandis que les ressources sur le 6ème FED (€ 6,7 millions) ont été affectées en grande partie aux projets de développement rural (développement du cheptel et de la noix de coco) et à la pêche, l'apport du 7ème FED à Vanuatu (€ 7,6 millions) a été affecté en partie au développement rural (sous forme de projet de routes d'accès rurales pour € 2,3 millions) et à l'enseignement, sous la forme d'un projet de 3,6 millions visant à remettre en état les écoles primaires rurales dans l'ensemble de l'archipel. Pour les 6ème et 7ème FED, les taux de décaissement ont été bons, et un projet a été accepté en 1997 visant à remettre en état 8 ou 10 autres écoles primaires rurales en utilisant les fonds restant des 6ème et 7ème FED (€ 639 000), portant ainsi les taux d'engagement sur les ressources du 7ème FED et les taux de décaissement sur les ressources du 6ème FED à un niveau proche de 100%.

Le 8ème Programme Indicatif National du FED a été signé le 17 mars 1997. En octobre 1997, une partie importante des ressources en 8ème FED (€ 9,5 millions) a été affectée ainsi que l'approbation d'un programme de développement de l'enseignement de € 7,5 millions qui vise à augmenter considérablement le nombre de places disponibles dans les écoles secondaires dans l'ensemble du pays et à améliorer la qualité de l'enseignement à la fois en termes de matériel pédagogique et de personnel. En outre, Vanuatu a continué à recevoir des paiements du STABEX pour les pertes de ses exportations de cacao, et a bénéficié des lignes budgétaires affectées à la sylviculture tropicale et aux droits de l'homme/démocratie.

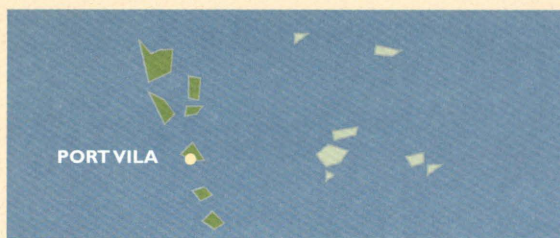
FED + budget

dotations en millions €
 allocations in € million

budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)



transport et communications
 transport and communications
 secteurs sociaux
 social sectors
 autres
 others



Vanuatu



Economic indicators

GNP per capita	€ 1 016 (1996)
European imports from...	€ 15 153 560 (1997)
Copra	63%
European Exports to...	€ 7 805 990 (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

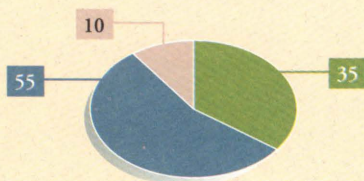
Population growth rate	2.4% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

The 6th EDF resources (€ 6.7 million) concentrated largely on rural development projects (livestock and coconut development) and on fisheries, Vanuatu's 7th EDF allocation (€ 7.6 million) has focussed partly on rural development (in the form of a € 2.3m rural access roads project) and on education, in the form of a € 3.6 million project aimed at rehabilitating rural primary schools throughout the archipelago. For both the 6th and 7th EDFs, disbursement rates have been good, and a project was agreed in 1997 to rehabilitate a further 8 or 10 rural primary schools using remaining 6th and 7th EDF funds (€ 639.000), so bringing both commitment rates for 7th EDF resources and disbursement rates for 6th EDF resources close to 100%.

The 8th EDF National Indicative Programme was signed on 17 March 1997. In October 1997, a major part of the 8th EDF resources (€ 9.5 million) were committed with the approval of a € 7.5 million Education Development Programme which aims to greatly increase the number of secondary school places available throughout the country and to improve the quality of education both in terms of materials and staff. In addition, Vanuatu continued to receive Stabex payments for losses in cocoa exports, and benefited from both the Tropical Forestry and Human Rights/Democracy budget lines.

FED EDF

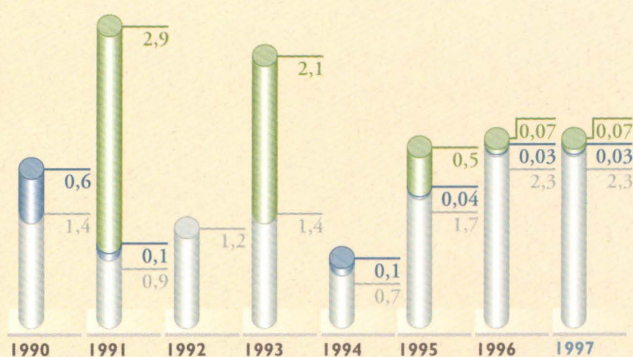
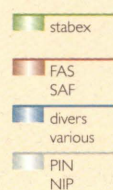
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Zambia

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 752 610

9 381 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 344 (1997)

Importations européennes
en provenance de...

€ 256 516 620 (1997)

Cuivre 33%

Exportations européennes
vers...

€ 141 980 890 (1997)

Service de la dette /
exportations

15% (1998)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,8% (1990-96)

Taux de scolarisation
primaire

91,3% (1996)

secondaire

20,7% (1996)

Taux d'urbanisation

43% (1996)

La Zambie est un pays enclavé et fortement urbanisé (presque la moitié de la population vit dans les villes) qui a gagné son indépendance en 1964. L'économie zambienne a commencé à décliner au début des années 1970 à la suite de l'effondrement des prix du cuivre et une chute de la production – alors que le cuivre représentait encore 80 % des exportations de la Zambie – des difficultés dans la gestion économique et de l'endettement croissant. Le nouveau gouvernement élu en 1991 a immédiatement adopté des réformes économiques et politiques. Des progrès ont été accomplis depuis dans l'ajustement structurel et la libéralisation de l'économie, malgré les glissements récents. L'aide de l'Union Européenne en Zambie dans le cadre des Conventions de Lomé précédentes est en grande partie centrée sur l'agriculture et le développement rural.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV de € 110,7 millions est orienté sur l'amélioration de l'infrastructure routière, la promotion des exportations autres que le cuivre et l'amélioration de l'infrastructure sociale. Outre les fonds mis à disposition dans le cadre du Programme Indicatif National, € 96,5 millions de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS), et € 60 millions du fonds SYSMIN, ont été attribués sous Lomé IV pour aider le programme de reprise économique du gouvernement.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV bis (le 8ème FED) de € 138 millions a pour objectif la promotion du développement social et économique équitable et durable en soutenant les politiques sectorielles du gouvernement de stimulation du secteur productif, des secteurs sociaux, de la gestion macroéconomique et de la formulation des politiques. Les autres financements non programmables du FED devraient être attribués, notamment dans le cadre du FAS et du SYSMIN.

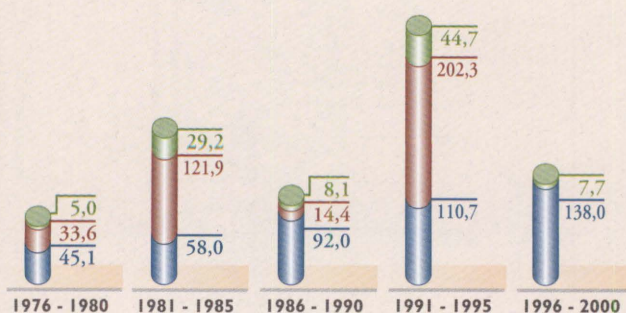
€ 1,2 million a également été attribué pour aider les réfugiés angolais et zairois à l'intérieur de la Zambie. En outre, la Zambie a profité des interventions significatives de Banque Européenne d'Investissement. Près de € 42 millions ont été attribués sur ses ressources propres sous Lomé I et II, et environ € 30 millions sous forme de capitaux à risques sous Lomé I, II et III. Dans le cadre de Lomé IV (le 7ème FED), l'intervention sous forme de capitaux à risque totalise € 54,5 millions pour le secteur textile, la fabrication de produits pharmaceutiques, la production de fleurs et le pipeline de Tazama. Sous Lomé IV (le 8ème FED) € 37,6 millions ont été décidés pour acquérir des actions cotées en bourse.

Plusieurs projets importants ont été financés avec les fonds budgétaires de l'UE, y compris € 39 millions d'aide alimentaire en réponse aux sécheresses graves qui ont touché le pays en 1991-1992 et en 1995.

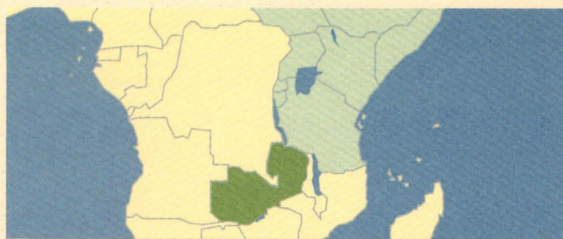
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Zambia

Z

Economic indicators

GNP per capita	€ 344 (1997)
European imports from...	€ 256 516 620 (1997)
Copper	33%
European Exports to...	€ 141 980 890 (1997)
Debt service / exports	15% (1998)

Social indicators

Population growth rate	2.8% (1990-96)
Primary schooling rate	91.3% (1996)
Secondary schooling rate	20.7% (1996)
Urbanisation rate	43% (1996)

Zambia is a landlocked, highly urbanised country (nearly half the population live in towns) which gained independence in 1964. The Zambian economy went into decline in the early 1970s as a result of the slump in copper prices and a fall in copper output – copper still accounting for 80% of Zambia's exports – difficulties in economic management and increasing indebtedness. The new Government elected in 1991 immediately introduced economic and political reforms. Progress has since been made in structural adjustment and liberalisation of the economy, despite recent slippages. European Union assistance to Zambia under previous Lomé Conventions has concentrated largely on agriculture and rural development.

The Lomé IV National Indicative Programme of € 110.7 million has focused on improved road infrastructure, the promotion of non-copper exports and the improvement of social infrastructure. In addition to the funds made available under the National Indicative Programme, € 96.5 million from the Structural Adjustment Facility (SAF), and € 60 million of Sysmin funds, has been allocated under Lomé IV to assist the Government's economic recovery programme.

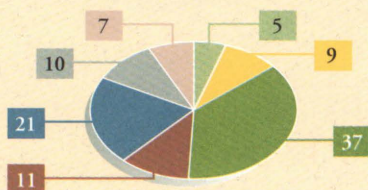
The Lomé IV bis (8th EDF) National Indicative Programme of € 138 million aims at the promotion of equitable and sustainable social and economic development by supporting the sector policies of the Government in the stimulation of productive sector; the social sectors, and in macroeconomic management and policy formulation. Other EDF non-programmable funding are expected to be allocated, namely under the SAF and the Sysmin.

€ 1.2 million has also been allocated to assist Angolan and Zairian refugees inside Zambia. In addition, Zambia has benefited from significant European Investment Bank interventions. Almost € 42 million was allocated from its own resources under Lomé I and II, and around € 30 million in the form of risk capital under Lomé I, II and III. Under Lomé IV (7th EDF), intervention in the form of risk capital totals € 54.5 million for the textile sector; fabrication of pharmaceutical products, flower production and the Tazama pipeline. Under Lomé IV (8th EDF) € 37.6 have been decided for equities participation.

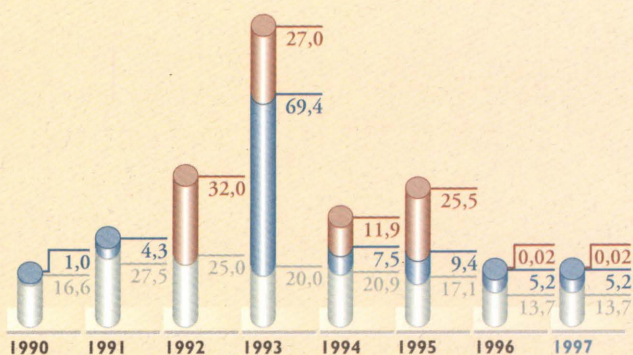
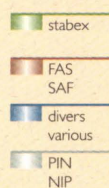
Several important projects have been financed with EU budget funds, including € 39 million of food aid in response to the severe droughts, which affected the country in 1991-92 and in 1995.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument



Zimbabwe

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

390 760

11 536 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 488 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 824 645 450 (1997)

Tabacs 30%

Exportations européennes
vers...
€ 437 896 250 (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
122,6% (1996)

secondaire
46,2% (1996)

Taux d'urbanisation
33% (1996)

En 1998, l'aide de la Commission s'est concentrée sur le développement rural, la santé et l'enseignement. En outre, la Commission a encouragé la convocation d'une conférence internationale en septembre afin de trouver une solution au problème crucial de la réforme agraire. Les émeutes civiles et l'entrée du Zimbabwe dans la guerre en République démocratique du Congo ont accru la nécessité d'un dialogue politique renforcé avec le gouvernement.

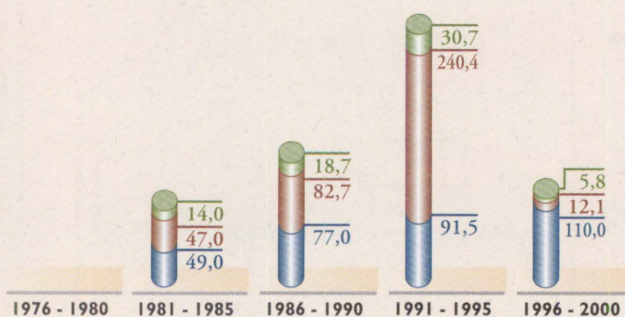
Des progrès significatifs ont été accomplis dans la mise en œuvre du 8ème programme indicatif national du FED. La discussion avec l'ordonnateur national au début de l'année a permis de se concentrer sur les projets importants et d'accélérer de façon significative la préparation des projets. Un programme de gestion de services agricoles, cofinancé avec DfiD et la Banque mondiale, a été préparé et adopté. Des décisions de financement supplémentaires ont été prises pour les micro-projets réussis et pour la création d'un contrat d'assistance technique à l'appui d'une mise en œuvre plus rapide des projets. La deuxième tranche du programme d'ajustement structurel a été déboursée au début d'année en support aux secteurs sociaux. Avec l'exception d'un programme d'eau et d'hygiène à Gokwe, la mise en œuvre des 6èmes et 7ème projets du FED s'est déroulée sans problèmes. A Gokwe, des inefficacités dans le transfert des fonds provenant du niveau central ont ralenti la mise en œuvre. Le volet infrastructure du programme d'irrigation à échelle réduite du 6ème FED dans Manicaland a été instruit par le ministre de l'agriculture. Les économies réalisées sur ce programme seront utilisées pour poursuivre la formation d'agriculteurs jusqu'à la fin de l'an 2000. Les lignes budgétaires de la Commission ont été utilisées pour soutenir les travaux des ONG ainsi que les efforts des organisations de droits de l'homme.

L'appui à la réforme agraire a été pris en considération, mais a dû être reporté, les plans du gouvernement restant peu clairs. La préparation des programmes sectoriels dans le domaine de la santé et de l'enseignement ainsi que le développement du commerce s'est poursuivi sans accroc. La préparation du programme ambitieux en matière de coopération décentralisée, se concentrant sur l'aide à la société civile, s'est poursuivie selon le calendrier convenu. Une décision de financement pour le programme de développement du commerce a dû être reportée, l'agence prévue pour l'exécution, ZimTrade, étant en phase de restructuration et l'environnement macro-économique s'étant détérioré.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support



Zimbabwe

Z

Economic indicators

GNP per capita
€ 488 (1996)

European imports from...
€ 824 645 450
(1997)

Tobacco 30%

European Exports to...
€ 437 896 250
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
1.8% (1995-96)

Primary schooling rate
122.6% (1996)

Secondary schooling rate
46.2% (1996)

Urbanisation rate
33% (1996)

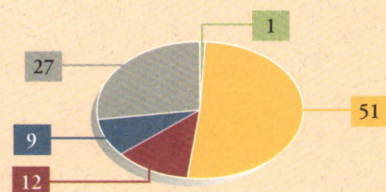
During 1998, Commission support focussed on rural development, health and education. In addition, the Commission strongly supported the convocation of an international conference on land reform in September in an attempt to move this crucial issue forward. Civil disturbances and the entry of Zimbabwe into the war in the Democratic Republic of Congo increased the need for a reinforced political dialogue with the government.

Significant progress was made in implementing the 8th EDF National Indicative Programme. Discussion with the NAO early in the year permitted to focus on important projects and a subsequent acceleration of project preparation. An Agricultural Services Management Programme, co-funded with DfID and the World Bank was prepared and adopted. Additional financing decisions were taken on a continuation of the successful Microprojects Programme and the creation of a technical assistance contract in support of acceleration of project implementation. The second tranche of the structural adjustment programme was disbursed early in the year in support of the social sectors. With the exception for a water and sanitation programme in Gokwe, the implementation of 6th and 7th EDF projects proceeded smoothly. In Gokwe, inefficiencies in the flow of funds from central level slowed down implementation. The infrastructure component of the 6th EDF small scale irrigation programme in Manicaland was commissioned by the Minister of Agriculture. Savings from the programme will be used to continue farmer training until the end of the year 2000. Commission budget lines were used to support the work of NGOs as well as the efforts of human rights organisations.

Support for land reform was considered, but had to be postponed, because the government's plans remained unclear. Preparation for sector programmes in health and education as well as for a trade development were proceeding smoothly. Preparation efforts for an innovative decentralized cooperation programme, focussing on support to civil society, proceeded according to the agreed timetable. A financing decision on the trade development programme had to be postponed as the foreseen implementing agency, ZimTrade, went through restructuring process and the macroeconomic environment deteriorated.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

